

Balance de la izquierda radical  
18 meses después de su acceso al poder  
(mayo de 2015) en unas ciudades españolas

## Les villes indignées d'Espagne

LE MONDE | 29.12.2016 | Par Julien Lemaigen

Renverser la table ? Podemos, le parti anti-austérité espagnol, paraît désormais loin de gagner son pari à l'échelle nationale (*a escala nacional*). Avec la reconduction de Mariano Rajoy (Parti populaire, droite) à la tête du gouvernement, le 29 octobre (2016), le mouvement était déjà réduit à contester (*cuestionar*) aux socialistes le leadership (*liderazgo*) de l'opposition. Divergences stratégiques et querelles de personnes ont ensuite miné la formation au point que (*hasta tal punto que*) son leader, Pablo Iglesias, a carrément demandé « pardon » aux militants dans une vidéo postée sur Twitter, mercredi 28 décembre.

Aux sympathisants déprimés de la gauche radicale, le livre de Ludovic Lamant, journaliste à Mediapart, pourra servir de lecture thérapeutique. Car Podemos n'est pas le seul héritage (*legado*) du mouvement des « indignés » qui, en mai 2011, a envahi (*invadir* : *invadió*) les places du pays : il faut compter avec les « mairies rebelles » (*alcaldías/ayuntamientos rebeldes*) élues en 2015 à Madrid, Barcelone, Saint-Jacques-de-Compostelle, Saragosse... « Seule expérience de prise de pouvoir (*toma del poder*) des gauches alternatives en Espagne », elles valaient bien un premier inventaire auquel l'auteur s'est attelé dans une dense enquête de terrain.

Fondées sur les mouvements sociaux et les activismes locaux, ces forces ont réalisé un « patient travail de brassage des gauches » en rejetant les partis traditionnels et les idéologies au profit de (*en beneficio de*) la « gestion » et du pragmatisme. L'auteur analyse aussi comment leur critique des élites a rejoint la lutte contre le pouvoir central au cœur des indépendantismes de Catalogne et de Galice.

Un an plus tard, Madrid a accru (*incrementar*) ses dépenses (*gastos*) sociales de 26 %, La Corogne a lancé une allocation (*subsidio*) pour les plus pauvres. Des mécanismes de contrôle des élus ont éclos et les citoyens sont invités à se faire entendre lors de consultations (*consulta*) populaires ou par le biais d'un budget participatif (*presupuesto participativo*), qui couvre 10 % des investissements dans la capitale – contre 5 % à Paris, par exemple.

Ludovic Lamant étaye son éloge, mais ne minimise pas les difficultés de l'exercice du pouvoir. La maire de Barcelone, Ada Colau, veut-elle un moratoire sur la construction d'hôtels (*moratoria hotelera*) ? Les promoteurs agitent le spectre du chômage et l'opposition s'offusque. Entend-on à Madrid « remunicipaliser » des services publics délégués au privé ? La mairie est tenue par les contrats et la loi de stabilité budgétaire l'empêche de réembaucher (*volver a contratar*) les employés. On temporise.

« Les choses bougent, peut-être un peu plus lentement que prévu (*más despacio de lo previsto*) », constate l'auteur. Les difficultés politiques sont telles qu'Ada Colau, « éreintée », a proposé aux socialistes de faire coalition en mai 2016 ; la même chose pourrait arriver à Madrid. Aux yeux de la gauche de la gauche, un Rubicon est franchi, et les critiques pleuvent.

Jusqu'où faut-il couper son vin, et gouverner avec les partis traditionnels ? La question se pose aujourd'hui aux « mairies du changement ». Elles pourraient voir un avertissement dans le revers électoral (*revés electoral, varapalo electoral*) qu'a subi Pablo

Iglesias aux législatives de juin (26J, *elecciones generales*) après s'être allié aux communistes, ces représentants de la « vieille politique » avec qui il avait d'abord maintenu une frontière étanche.

### **De la rue à l'exercice du pouvoir. Dans les villes rebelles espagnoles**

*Le monde diplomatique*, février 2017, par Pauline Perrenot & Vladimir Slonska-Malvaud

En Espagne, la jeune formation Podemos a manqué son objectif de renverser le système politique **par le biais de** (*por medio de/ vía*) élections générales. De Barcelone à Madrid en passant par Valence ou Saragosse, les forces progressistes critiques de l'austérité **ont toutefois** (*sin embargo*) **conquis** (*han conquistado/ RIEN entre auxiliaire et pp*) plusieurs municipalités-clés. Mais **changer de maire permet-il de changer le monde ?**

**A Saragosse comme à Madrid, Barcelone ou encore Valence, une « coalition d'unité populaire » formée par des militants du mouvement social et de divers partis de gauche a remporté les élections municipales de mai 2015.** Mais la révolution se fait discrète.

« On ne change pas une ville en un an et demi », plaide M. Guillermo Lázaro, coordinateur du groupe municipal de la coalition Zaragoza en Común (ZeC) (1). Avant d'ajouter que « les gens n'espéraient **pas tant** un changement réel de leurs conditions de vie **que** (*no tanto... sino*) **l'accession au gouvernement de personnes normales, qui leur ressemblent.** (*personas normales, que se les pareciesen –subjonctif pour exprimer la potentialité dans cette subordonnée relative*) »

À Saint-Jacques-de-Compostelle, la plate-forme victorieuse Compostela Aberta (« Compostelle ouverte ») est née d'« un **dégoût** » (*un asco, un hastío*), nous expliquent des militants de la coalition. « À peine un an après son élection, le précédent maire, le conservateur Gerardo Conde Roa, a été condamné pour fraude fiscale. » Deux autres se sont succédés au cours d'une mandature scandée par les affaires judiciaires, ce qui a valu à la ville d'être rebaptisée « Santiago de Corruptela ».

Cette **crise de la représentation politique, moteur du mouvement du 15-M (né le 15 mai 2011 à Madrid), a favorisé la création de coalitions hétéroclites**, renouvelant le profil des exécutifs traditionnels : « Compostela Aberta se compose en partie d'anciens militants de grands partis, mais pas uniquement, indiquent Mme Jiménez Aleixandre et M. Pérez Casas. Beaucoup de ses membres n'avaient jamais fait de politique auparavant ou viennent des associations de voisins (2), du mouvement féministe ou syndical, de collectifs de lutte contre la spéculation immobilière, etc. On trouve aussi des personnalités, des écrivains, des représentants du monde de la culture, ainsi que des gens issus du 15-M. » Et tout le monde ne se définit pas comme « de gauche ».

Utilisée par leurs adversaires et par une partie de la presse, **l'appellation « mairies Podemos » (du nom du parti apparu en octobre 2014)** oblitère les relations délicates, voire conflictuelles, que ces équipes entretiennent avec la jeune formation. D'ailleurs, « au-delà de nos différences avec les autres coalitions municipales, nous avons un point commun, observe Mme Jiménez Aleixandre : **nous ne nous concevons pas comme des partis.** Dans leur grande majorité, les **partis de gauche traditionnels donnent la priorité aux intérêts de leurs noyaux dirigeants : garder son poste, sans toujours dialoguer avec les militants. On observe une évolution similaire au sein de Podemos.** Nous, nous testons diverses formes d'organisation pour donner la priorité à notre **programme** (*el programa*). »

Lequel ? D'une ville à l'autre, **les feuilles de route intègrent de nombreuses ambitions communes** (*ambiciones comunes*) : démocratie, répartition des richesses, réduction du

**pois de l'Église, réappropriation des services publics, droits des femmes, etc.** Notre entretien n'a débuté que depuis quelques minutes lorsque le maire de **Saint-Jacques-de-Compostelle**, M. Martiño Noriega Sánchez, se lève : « Je descends dans la cour, prévient-il. Nous organisons une minute de silence chaque fois qu'une femme meurt sous les coups d'un homme. » Dans cette ville de près de cent mille habitants, de telles actions accompagnent la **réhabilitation d'un centre d'accueil** (*centro de acogida*) **pour les femmes victimes d'agression, ainsi que des campagnes destinées à rendre leur lutte plus visible** (*hacer su lucha más visible*). Le 25 novembre, défini par les Nations unies comme la Journée internationale pour l'élimination de la violence à l'égard des femmes, la ville se drapait de noir, bus et vitrines arborant l'inscription « Contra la violencia ». À son retour, le maire nous expose le **plan de prestations sociales** (*plan de prestaciones sociales*) entré en vigueur en octobre et dont il souhaite que d'autres gouvernements s'inspirent. « "Compostela Suma" est le programme le plus ambitieux que nous ayons porté jusqu'à présent. Nous avons signé des **accords avec des hôtels, des associations, comme la Croix-Rouge, et débloqué des moyens pour loger** (*alojar a*) **les sans-abri** (*los sin techo*), en utilisant des immeubles de la mairie qui n'avaient jamais été destinés à cela. » Le programme prévoit de venir en aide à des habitants considérés comme « trop riches » pour bénéficier de l'allocation d'inclusion sociale de Galice (Risga). M. Noriega Sánchez n'hésite pas, en outre, à afficher son **soutien** (*el apoyo, el respaldo*) aux **grévistés** (*huelguistas*) lors des grandes journées de mobilisation des travailleurs précaires et des sous-traitants de Telefónica, le principal opérateur de télécommunications d'Espagne.

Parmi les **cibles** (*el blanco/ el punto de mira*) des nouvelles équipes municipales, certains **symboles** (*símbolo*). Pour l'Épiphanie, le 6 janvier 2016, la mairie de Valence a choqué en **remplaçant** (*sustituir : sustituyendo*) certains **Rois mages** (*reyes magos*) **par** (*por*) des **reines** (*reinas*). Provocations gratuites ? Il s'agirait plutôt de **bousculer** (*trastornar*) l'héritage catholique, en écho à l'aspiration républicaine du 15-M. Laquelle continue de flotter sur les manifestations espagnoles à travers le drapeau violet, jaune et rouge (les couleurs de la IIe République espagnole, 1931-1939).

**Une fois le programme défini et l'élection remportée, il faut gouverner.** L'entrée dans l'institution d'anciens militants associatifs habitués, pour les avoir souvent subis, aux rapports conflictuels avec les équipes municipales a provoqué un **changement d'attitude** (*actitud*) **du nouveau pouvoir local vis-à-vis** (*hacia*) **du secteur associatif.** « On constate une **volonté de nous inclure dans les processus** (*proceso*) **de décision**, se félicite M. Enrique « Quique » Villalobos, président de la Fédération régionale des associations de voisins de Madrid (FRAVM). Il **est devenu plus facile d'obtenir** (*se ha vuelto más fácil obtener*) des informations. **Ça n'a peut-être l'air de rien** (*quizás parezca una nimiedad*), mais c'est un pas de géant, parce que, une fois en possession de ces informations, nous pouvons revendiquer. »

Néanmoins, **l'amélioration des relations entre les acteurs des sphères publique et politique n'offre pas un gage** (*una garantía*) **d'avancées sociales, pas plus que la cordialité n'est synonyme de collaboration.** « Nous portons un regard mitigé sur les premiers temps du gouvernement de Barcelone en Comú, déclare M. Daniel Pardo, membre de l'Assemblée des quartiers pour un tourisme durable (ABTS). **Des espaces de dialogue se sont ouverts, alors qu'auparavant les questions liées au tourisme demeuraient le pré carré de l'institution** (*dependían del dominio exclusivo de*), **en lien avec les professionnels du secteur** : les seconds décidaient, la première signait. Mais nous sommes assez surpris de voir que **notre voix, qui défend l'intérêt général, est mise sur le même plan que l'avis du premier hôtelier venu.** » [...]

Ne pas se démobiliser, telle serait la priorité. « Barcelone en Comú ou Podemos ont une responsabilité : celle du discours, poursuit M. Macías. Si vous envoyez à votre propre camp le message : "Tout va bien, calmons-nous, nous sommes arrivés au pouvoir et on va tout régler",

c'est que vous n'avez rien appris au cours des quarante dernières années. » **Les nouvelles équipes se disent conscientes du risque** : « **Nous ne voulons à aucun prix reproduire l'erreur de 1982, quand la victoire du PSOE [Parti socialiste ouvrier espagnol] a abouti au démembrement du mouvement social**, veut rassurer Mme Luisa Capel, membre de l'équipe de communication d'Ahora Madrid (« Madrid maintenant »). À l'époque, **la gauche a choisi une logique de démocratie représentative, et nous avons perdu du pouvoir dans la rue**. Cela s'est vérifié tout au long des années 1990, avec des effets dévastateurs. **Nous souhaitons que le mouvement social continue à jouer son rôle pour nous aider à mener notre politique.** » [...]

Chaque jour, les « mairies du changement » se retrouvent aux prises avec les difficultés qu'implique **le passage de la rue aux institutions. Cette mutation dépossède** (*despoja, desposee*) **le mouvement social d'une part significative de ses forces**. Dans les rangs de Compostela Aberta, Mme Jiménez Aleixandre ne parvient pas à dissimuler son découragement quand elle analyse **l'impact sur l'action militante d'un an et demi de présence dans les institutions** : « Ces derniers temps, le fonctionnement de Compostela Aberta, comme celui des autres “mairies du changement”, a été très affecté par les processus électoraux. Nous avons vécu une élection municipale, deux générales et une régionale en un an et demi ! Nous nous y sommes investis à corps perdu, et elles ont absorbé une énorme part de l'énergie que nous aurions pu consacrer à la ville. Sans compter les tensions internes que ce processus a provoquées, puisque les coalitions changeaient en fonction du type d'élection. »

Ces tensions ne résultent pas seulement de visions divergentes. Elles révèlent **la difficulté de reproduire dans les institutions politiques les pratiques** (*práctica*) **et les mots d'ordre** (*consigna*) **du mouvement social**. Adeptes du concept **d'empowerment** (*empoderamiento*), repris et développé par Podemos, les nouvelles mairies pensent le terrain institutionnel comme un champ d'expérimentation politique. Elles misent sur la conception de **plates-formes numériques** (*plataformas digitales*) citoyennes (3) — une prolongation des méthodes en vogue pendant le 15-M, où chacun pouvait, au coin d'une place, au détour d'un débat, inscrire ses propositions sur un tableau blanc. « L'objectif est de rompre avec cette bureaucratisation de la participation pour faire quelque chose de plus dynamique, davantage dans l'esprit du 15-M, où les accords s'obtiennent par consensus et où il n'est pas nécessaire d'appartenir à une association déclarée pour pouvoir participer », explique Mme Capel à Madrid.

Mais cette inventivité numérique et la bonne volonté qui l'accompagne **se heurtent** (*chocar/ tropezar contra*) parfois aux pratiques des habitants. À Madrid, lors de la vaste campagne de réhabilitation de la place d'Espagne en 2016, 31 761 personnes ont voté en ligne pour les divers projets : environ 1 % de la population totale de la capitale. La répartition des 60 millions d'euros du budget participatif a quant à elle suscité l'intérêt de 45 522 habitants. Gadgets hors-sol ou « démocratie réelle » ? Pour le maire de Saint-Jacques-de-Compostelle, M. Noriega Sánchez, ces outils feront **la preuve de leur efficacité** de manière rétroactive, « **une fois que les habitants auront pu** (*en cuanto los habitantes hayan podido*) **constater que les propositions dont ils ont été les auteurs** (*las propuestas de las que fueron los autores*) **ont bien été adoptées et mises en place** (*fueron adoptadas e implementadas*) ».

À condition, toutefois, **de pouvoir porter ces mesures et les faire adopter par le conseil municipal. Aucune des coalitions de gauche arrivées au pouvoir en mai 2015 ne jouit d'une majorité absolue**. « Nous gouvernons la ville, mais nous n'avons pas le pouvoir », résume M. Pablo Hajar, conseiller municipal au logement de ZeC. Le soutien d'autres groupes — souvent le PSOE, ou des partis régionaux comme Chunta Aragonesista (Union aragonaisiste, CHA), mouvement nationaliste et écosocialiste en Aragon — s'avère donc indispensable. À Saragosse, « les socialistes nous empêchent d'appliquer des critères de

progressivité fiscale », s'agace le maire Pedro Santistevé. « Le PSOE **entrave** (*obstaculizar/poner trabas*) systématiquement les grandes décisions, celles qui **remettent en question** (*cuestionar*) le système capitaliste », renchérit M. Guillermo Lázaro, de ZeC.

**Sans compter qu'un certain nombre de mesures figurant dans les programmes électoraux relèvent de prérogatives régionales ou nationales** (*son competencias de las CCAA o del Estado central*). « **S'il y avait eu** un changement simultané à ces échelles, **cela aurait été** (*si hubiera habido... hubiera sido*) plus facile, soupire M. Villalobos. La région de Madrid gère les hôpitaux, l'éducation publique, la loi du sol. Nombre de décisions de la mairie sont donc **accessoiries** (*secundario*) : elle invite la région à prendre telle ou telle mesure... le plus souvent sans l'obtenir. » Les moyens ne suffisent pas à mettre en œuvre les mesures radicales promises contre les expulsions. Et ce d'autant moins que les mairies subissent la pression budgétaire de Madrid : « Seul 12,8 % du budget national leur parvient, reprend M. Santistevé. Elles doivent pourtant répondre aux besoins élémentaires des citoyens en matière de transport, de traitement des eaux et des déchets. » [...]

Pour certains, douze mois ont toutefois suffi à susciter un sentiment de déception. Successeur de Mme Colau dans le rôle de porte-parole de la PAH de la capitale catalane, M. Macías déplore la lenteur des changements promis : « Prenons la question de la sanction des banques propriétaires de logements maintenus vides : la mairie n'a pas rempli sa mission. Elle a infligé entre cinquante et soixante amendes ; il aurait dû y en avoir deux mille. Soit elle ne va pas dans la bonne direction, soit elle est excessivement lente. Et, sur cette question, il n'y a pas de débat quant à ses prérogatives : **c'est bien de son ressort** (*si que le corresponde/le compete*). » [...]

**En prenant le relais de** (*tomar el relevo de*) la droite dure, comme à Madrid, où Mme Manuela Carmena a été élue après vingt-quatre ans de gouvernement du Parti populaire (PP), **les coalitions héritent** (*heredar*) **d'accords et de projets antérieurs**. Les **nouveaux venus** (*los recién llegados*) subissent alors le feu d'une critique qui devrait en grande partie s'adresser à leurs prédécesseurs. La capitale espagnole vient ainsi d'avaliser la construction du quartier Los Berrocales, imaginé par l'ancienne mairie. Plus de 22 000 logements devraient y être construits d'ici à 2018. « Le PP a laissé derrière lui tout un héritage de contrats sur trente ans ou plus avec telle ou telle entreprise, commente M. Villalobos. Les remettre en question impliquerait des indemnités énormes. Los Berrocales, par exemple, est une folie. La ville dispose aujourd'hui d'un **nombre suffisant** (*número suficiente*) de **logements** (*vivienda*) pour les trente ou quarante prochaines années. Si nous construisons le nouveau **quartier** (*barrio*), certains **resteront vides** (*quedarse vacíos*). » Mme Carmena avait promis de ne pas autoriser de nouveaux chantiers urbains de cette ampleur ; elle a néanmoins estimé ne pas pouvoir révoquer ce projet conçu par ses adversaires politiques.

(1) Formée par Podemos, Izquierda Unida (union du Parti communiste d'Espagne et d'autres partis de la gauche radicale), Equo (écologistes), Puyálon (souverainistes aragonais anticapitalistes), Somos (républicains de gauche), Demos Plus (né du mouvement social de défense de la santé et de l'éducation publiques) et Piratas de Aragón (Parti pirate).

(2) Le mouvement des associations de voisins tient une place particulière en Espagne depuis la dictature franquiste. Présentes dans tout le pays, celles-ci se regroupent par fédérations dans les communautés autonomes et participent de manière très large au débat public.

(3) La mairie de Madrid a par exemple créé la plate-forme <https://decide.madrid.es>

## Textile. Peut-on copier le modèle Zara ?

THE WALL STREET JOURNAL, Patricia Kowsmann, Publié par Courrier International, 06/01/2017

La boutique phare (*tienda estrella*) de Zara à (en) New York (*Nueva York*) propose depuis peu un manteau (*abrigo*) de femme enveloppant noir à col cheminée fermé par une boucle métallique. “Les clientes avaient demandé de la quincaillerie (*ferreteria*) cette saison (*temporada*)”, explique le directeur en montrant la boucle (*hebilla*). Ce genre de retour inspire parfois un nouveau style qui se retrouve dans son magasin en quelques semaines. Pour ce manteau, il a fallu (*hicieron falta, accord avec complément « 25 jours »*) vingt-cinq jours.

Le parcours de cet article, de l’atelier (*taller*) de conception en Espagne aux portants d’une boutique de Manhattan, donne un aperçu du modèle de fast fashion qui a fait d’Inditex, la maison mère (*la empresa matriz*) de Zara, le plus gros vendeur (*el mayor vendedor*) de prêt-à-porter (*ropa*) du monde.

Au siège (*en la sede*) de la société, dans la petite ville industrielle d’Arteixo, en Espagne, un styliste et un patronnier ont créé en cinq jours un prototype à partir de discussions (*conversaciones*) avec les gérants (*dirigente*) de boutique sur les desiderata des femmes. Un deuxième patronnier, des coupeurs et des couturières (*la costurera*) ont ensuite produit 8 000 manteaux en treize jours. Au cours des six jours suivants, ceux-ci ont été repassés, étiquetés, contrôlés puis transportés par camion au centre logistique de Saragosse et de là à l’aéroport de Barcelone. Le lendemain, l’un d’entre eux était acheminé par camion de l’aéroport John F. Kennedy à la boutique de la Ve Avenue [à New York] et mis en vente pour 189 dollars [180 euros].

La capacité d’Inditex de réagir (*capacidad para reaccionar*) rapidement aux goûts des clients fait depuis longtemps l’objet d’études dans la branche. L’un des moyens qui permet à Inditex d’accélérer (*acelerar, agilizar*) la production, c’est de faire confectionner 60 % de ses articles en Espagne et dans les pays voisins. Les marques américaines, J.C. Penney entre autres, se tournent désormais vers des fournisseurs d’Amérique centrale et font moins appel à (recourir, acudir a) l’Asie. En ajoutant à cela une rationalisation de la conception et de la logistique, J.C. Penney déclare avoir fait passer les délais de livraison de certains articles de près de dix mois à environ huit. Gap, l’ancien leader du prêt-à-porter, dont les ventes stagnent depuis dix ans, est en train de transférer une partie de sa production de l’Asie aux Caraïbes (*el Caribe*).

D’après les experts, les concurrents d’Inditex auront toutefois du mal à reproduire son modèle sans remanier plus à fond la conception, la fabrication et la distribution de leurs produits. Ils auront beau rapprocher la production de la distribution (*acercar la producción a la distribución*), “ils ne possèdent tout simplement pas l’organisation qui leur permettrait de réagir rapidement aux tendances”, confie Liz Dunn, fondatrice du cabinet de conseil Talmage Advisors.

“Pour faire simple, la raison du succès d’Inditex, c’est la brièveté (*brevidad*) des délais (*plazo*) de mise en œuvre (*realización*), la capacité de proposer aux clients des modèles que les autres distributeurs n’ont pas encore (*aún no tienen*)”, explique Anne Critchlow, analyste à la Société générale. Cela permet à la société de facturer davantage que ses concurrents, ajoute-t-elle : “Il ne faut pas voir Zara comme une marque mais comme un caméléon très rapide qui s’adapte instantanément aux nouvelles tendances.”

Comme pour tous les autres vêtements de Zara, toutes les décisions créatives concernant le manteau évoqué ci-dessus sont issues rapidement de discussions impromptues (*charlas improvisadas, no preparadas*) qui se sont déroulées au siège. Dans cet open space légèrement

plus grand qu'un stade de football, stylistes et commerciaux sont installés côte à côte et en contact téléphonique et électronique permanent avec les directeurs de boutique Zara du monde entier. Ces derniers, qui sont souvent convoqués sur place pour consultation, ont vu un prototype du manteau et contribué à la conception du modèle définitif. Il n'y a pas eu de réunions officielles.

Grâce à la rapidité de la conception et à la proximité de la production, Inditex peut avoir de nouveaux modèles en magasin en deux semaines. À titre de comparaison, 80 % des articles de H & M, qui sont fabriqués par le suédois Hennes & Mauritz AB, sont commandés plusieurs mois à l'avance, selon la Société générale. H & M s'est refusé à tout commentaire.

D'après Inditex, la centralisation de la distribution garantit qu'une fois produit le vêtement se retrouve à la boutique qui l'a commandé. Chez les autres marques, les produits sont souvent envoyés en gros dans des entrepôts puis distribués aux magasins, ce qui accroît les risques de se retrouver avec des **invendus** (*artículos no vendidos*), selon les analystes. Inditex ne passe par des entrepôts que pour la vente en ligne.

“Depuis le début, l'idée a été de comprendre d'abord ce que veut le client et puis de livrer rapidement grâce à un système de fabrication et de logistique intégré”, confie Pablo Isla, le PDG d'Inditex. Selon les experts, le modèle Inditex pourrait cependant se fissurer à mesure que l'entreprise se développe dans le monde, notamment vers le marché chinois. “On ne peut pas toujours **être aussi proches de** (*estar tan cerca de*) ses **sources d'approvisionnement** (*fuentes de abastecimiento*)”, relève Liz Dunn.

Pour donner aux clientes une impression d'exclusivité, Inditex **n'en fabriquera pas plus de** (*no fabricará más que*) 25 000 exemplaires, **même s'ils se vendent tous** (*acción de « vender » potencial, no realizada : SUBJONCTIF : aunque se vendan todos*). De toute façon, les boutiques doivent faire de la place aux nouveaux modèles qui arrivent d'Espagne **deux fois par semaine** (*dos veces a la semana*) toute l'année.

## Consecuencias de la presidencia Trump

### Etats-Unis : Donald Trump, patron à la place des patrons Le parisien, 05/01/2017

C'était l'un des axes majeurs de la campagne de Donald Trump dans la course à la Maison-Blanche, son **mot d'ordre** destiné à capter le vote de cette Amérique des «oubliés», victimes de la **désindustrialisation** (*desindustrialización*). Le retour au **protectionnisme** (*proteccionismo*) est la seule façon, selon le **milliardaire** (*multimillonario*)— pourtant élevé au lait du **libre-échange** (*libre comercio*) —, de faire revenir les emplois sur le sol américain et de permettre au pays de **retrouver sa puissance** (*volver a ser grande*), de redevenir «great again».

Avant même son entrée en fonction le 20 janvier, le président élu a épinglé, mardi, dans un tweet rageur, un des géants de Detroit, capitale exsangue de l'automobile outre-Atlantique,

**l'exhortant à produire** (*instar a producir*) américain. «General Motors livre des voitures Chevy Cruze, fabriquées au Mexique, à ses concessionnaires aux Etats-Unis sans payer de **taxe** (*impuesto*). Fabriquez aux Etats-Unis ou payez une lourde taxe frontalière», a menacé Trump, retrouvant ses accents **enflammés** (*enconado*) de candidat ouvertement anti-mexicain.

Ce n'est pas la première fois que le président élu vitupère contre les entreprises américaines adeptes des **délocalisations** (*deslocalización*) et coupables, à ce titre, d'«antipatriotisme». Avec un certain succès, d'ailleurs. Ford, l'autre mastodonte de l'automobile américaine, stigmatisé depuis des mois par Trump, vient d'annoncer qu'il renonçait à sa future usine au Mexique pour **investir** (*invertir*) dans une **ligne d'assemblage** (*cadena de ensamblaje*) de véhicules électriques au Michigan, avec 700 emplois à la clé. Carrier, fabricant de **climatiseurs** (*aparatos de aire acondicionado*), tancé lui aussi par l'homme d'affaires, ne fermera finalement pas son usine de l'Indiana et devrait sauvegarder quelque 500 postes dans le pays. General Motors n'a pas encore réagi.

Mais ce volontarisme, inhabituel pour des patrons allergiques à tout interventionnisme, remporte pour le moment... l'adhésion des syndicats. «Nous voulons faire savoir à Donald Trump que nous travaillerons avec lui, a déclaré Richard Trumka, président de l'AFL-CIO, principale confédération syndicale du pays. Réécrire les règles du commerce est le **premier pas indispensable** (*imprescindible*) pour remettre l'économie au service des **travailleurs** (*trabajador*).» Cette adhésion n'a pas échappé à... Marine Le Pen, elle-même favorable à un retour du protectionnisme, qui a salué la détermination du président américain.

Trump ne se contentera pas de sermonner les entreprises américaines qui ne font pas du made in America. Il est bien décidé aussi à renégocier tous les accords internationaux, déjà signés, comme l'**Alena** (*TLCAN*) avec le Mexique et le Canada, le TPP avec l'Asie et le Pacifique, ou en projet, comme le Tafta avec l'Union européenne. Il s'est d'ailleurs entouré d'une troupe de **conseillers** convaincus par ses thèses protectionnistes. Dont Robert Lighthizer, nommé représentant commercial des Etats-Unis et **pourfendeur** **depuis trois décennies** (*desde hace tres decenios/décadas*). «Il fera un travail excellent en nous donnant les moyens de changer radicalement cette politique commerciale désastreuse qui a empêché tant d'Américains de retrouver la prospérité», a assuré Trump.

De ces soutiens, Trump en aura bien besoin face aux réticences de son propre camp, des républicains traditionnellement libéraux. Face aussi aux critiques d'un bon nombre d'experts qui **craignent qu'**une telle politique protectionniste **n'entraîne** (*temer que + subj : acarree*) ni emplois ni **pouvoir d'achat** (*poder adquisitivo*) mais au contraire **hausse des prix** (*el alza de precios*) et **ralentissement économique** (*ralentización económica*). Mercredi, la Banque centrale américaine s'est elle-même inquiétée de la politique économique que pourrait mener Trump, menaçant de relever ses taux plus vite que prévu. Conscient des limites de sa stratégie, Trump a nommé au secrétariat d'Etat le très pro-libre échange Rex Tillerson, ex-PDG d'Exxon Mobil. Vous avez dit pragmatique ?

## ¿Qué hay detrás de los ataques de Trump a México?

ANDRÉS OPPENHEIMER, el nuevo herald, 27/01/17

Si el mandatario mexicano Enrique Peña Nieto **se reúne** alguna vez con el presidente Trump en la Casa Blanca, debería mostrarle dos nuevos estudios que confirman que la promesa del presidente estadounidense de "**volver a** hacer a América grande" **trayendo** (*en*

*faisant revenir –traer*) empleos manufactureros de México es una alucinación nacionalista-populista. Si estos empleos vuelven a Estados Unidos, lo que es muy improbable, serán sustituidos por robots.

En su primer día en la Casa Blanca, Trump firmó una orden ejecutiva para renegociar el tratado de libre comercio del TLCAN con México y Canadá y aniquilar el acuerdo comercial de la Asociación Transpacífica entre Estados Unidos y otras 11 naciones, incluyendo a Japón, México, Perú y Chile. “Recobramos nuestros trabajos”, dijo Trump en su discurso inaugural del 20 de enero, prometiendo “reconstruir a nuestro país con mano de obra estadounidense”.

Todo eso suena muy bonito (*tout cela sonne bien*), excepto que (*sauf que, le seul problème est que*) está basado en premisas falsas. Trump alega que Estados Unidos tiene un enorme problema de desempleo. Pero lo cierto (*ce qui est juste, la vérité*) es lo contrario (*le contraire ; ne pas confondre avec « el contrario = l'adversaire*): el desempleo general en los Estados Unidos ha bajado del 10 por ciento en 2009 al 4.8 por ciento hoy, uno de los niveles más bajos de la historia.

Trump tiene razón en que el empleo manufacturero ha caído, afectando a estados como Ohio y Pensilvania, que fueron cruciales para su victoria en el colegio electoral. Pero la verdad incómoda (*qui dérange*) que Trump esconde es que el empleo manufacturero representa sólo el 9 por ciento del empleo general en Estados Unidos.

Un estudio del Centro de Investigaciones Empresariales y Económicas de la Ball State University (CBER), que se publicará próximamente, dice que el 88 por ciento de las pérdidas de empleos en Estados Unidos en los últimos años se debieron al (*penser à la « pasiva refleja se +3°p. » pour traduire le passif « ont été dues »*) cambio tecnológico, y no al comercio con México o China.

Consultado sobre los proyectos de Trump de renegociar el TLCAN y aplicar un impuesto fronterizo del 35 por ciento a las importaciones mexicanas, el director del CBER Michael J. Hicks me dijo que “la posibilidad de que estos puestos de trabajo regresen me parece enormemente improbable. Lo más probable es que las compañías estadounidenses produzcan más en Estados Unidos, pero que lo hagan con una mano de obra más automatizada”, agregó. Y si Trump continúa con su idea de un impuesto fronterizo (*impôt frontalier, droit de douane*), “tanto los norteamericanos como los mexicanos (*autant = aussi bien... que : tanto INVARIABLE*) estarán peor (*y perdront*), porque pagaremos más por los bienes de consumo en ambos países”, dijo.

Otro estudio del McKinsey Global Institute dice que el 60 por ciento de los empleos manufactureros de Estados Unidos serán parcial o totalmente automatizados en los próximos años. A primera vista, eso suena alarmante. Pero es sólo una continuación de lo que ha estado sucediendo durante siglos: a medida que (*à mesure que*) la tecnología avanza, la gente simplemente pasa a desempeñar nuevos empleos. Mientras que (*alors que*) el empleo agrícola representaba el 40 por ciento del empleo total en Estados Unidos en 1900, había caído al 2 por ciento del empleo de Estados Unidos en 2000, según el estudio del McKinsey. Mientras tanto (*pendant ce temps*), el empleo en las áreas de servicio y la tecnología se ha disparado (*a augmenté en flèche, a explosé*), lo que explica las tasas de desempleo más bajas.

Mi opinión: La decisión de Trump de aniquilar el tratado Transpacífico y negociar nuevamente el TLCAN es un plan político, no económico. Trump quiere solidificar su base en Ohio, Pensilvania e Illinois –que serán críticos para su reelección en 2020–. [...] Todo esto es bueno para Trump, pero malo para los estadounidenses, y malo para el mundo.

## El muro mental de Trump

RUBÉN AMÓN, elpais.es, 26 ENE 2017

El muro es la alegoría del **aislamiento** (*isolement*), más allá de la intoxicación social que implica la **demonización** (*diabolisation*) de los inmigrantes ilegales como embrión de la delincuencia, y el **oprobio** (*opprobre contre*) de los mexicanos **en cuanto** (*ici : considérés comme*) **amenaza** (*menace*) a la seguridad y el trabajo.

No iba a molestar a Trump en **matizar** (*nuancer*) entre sus compatriotas que son más los mexicanos que **se marchan** (*partir*) de EE. UU. de **cuantos ingresan** (*tous ceux qui rentrent su le territoire américain*). Ni iba a detallar que 700.000 de los "invasores" son jóvenes de México y de Centroamérica a quienes Obama dispuso una moratoria en sus **trámites** (*démarches*) de regularización.

Trump no ha puesto la primera piedra del muro. **Corresponde el honor a** (*l'honneur revient à*) Bill Clinton en 1994, como concierne a George Bush (2006). **Existe, pues** (*donc*), **un millar** (*mille*) de kilómetros de **alambrada** (*barbelé*) que Trump quiere prolongar **como si fuera** posible resolver los problemas orográficos y las fronteras naturales: el desierto, el río Grande, incluso el derecho de la propiedad privada que prevalece entre los terratenientes de Texas. No es concebible alambrear sus tierras. **Ni parece viable que** el Estado americano **disponga** de suficientes recursos para **ubicar** (*placer, disposer*) agentes y controles en una distancia equivalente a la que separa España de Bielorrusia.

El muro es faraónico e inconcebible en su dimensión material, pero viable y catastrófico en sus connotaciones psicológicas. Trump **incide en** (*influir en*) la política de las emociones y de las simplificaciones. Persevera en la construcción de enemigos y en la facultad para erradicarlos. No ha inaugurado un muro imposible. Ha inaugurado la era del **oscurantismo** (*osbcurantisme*).

### Trabajo facultativo :

Responder en unas 200 palabras (2ECS1)/ 180 palabras ( MP PC PSI, MPSI, PCSI) a la pregunta siguiente :

*¿En qué medida considera usted que el triunfo de Trump influirá en América Latina ?*

Un paso más (*un pas de plus*) en el deshielo cubanoamericano  
en los últimos momentos del mandato de Obama

**Barack Obama met fin au régime spécial d'immigration pour les Cubains**

Lemonde, 13/01/17

Deux ans après le début du **rapprochement** (*acercamiento*) entre Washington et La Havane, **l'abrogation** (*la derogación*) de ce régime spécial, avec effet immédiat, répond à une demande de longue date du régime communiste, qui y voyait une incitation à l'exil de ses **ressortissants** (*ciudadanos de este país*).

Cette décision est un moyen pour le président démocrate de cimenter un peu plus un rapprochement sur lequel son successeur républicain Donald Trump s'est montré réservé.

« *Aujourd'hui, les Etats-Unis franchissent des étapes importantes pour normaliser les relations avec Cuba (...) en mettant fin à la politique connue sous le nom de "pieds secs, pieds mouillés" –pies secos pies mojados–* », a commenté M. Obama dans un communiqué. Cette démarche signifie que « *nous traitons désormais les immigrants cubains de la même façon que (igual que) les immigrants d'autres pays* ».

L'expression « *pieds secs, pieds mouillés* » faisait référence au régime qui obligeait les autorités américaines à accepter les immigrants qui **touchaient terre** (*pisar suelo*), **en renvoyant** (*simultanéité et opposition ici : mientras que deportaba/ devolvía*) à Cuba ceux qui étaient trouvés en mer. Grâce à cette loi, entrée en vigueur en 1966 en pleine guerre froide, les émigrants cubains se voyaient offrir des facilités d'installation aux Etats-Unis, avec la possibilité d'obtenir une résidence permanente **au bout d'un an** (*al cabo de un año*).

Les autorités cubaines ont qualifié, jeudi, d'étape « *importante* » la fin de ce régime spécial. « *Au terme de près d'un an de négociations, (...) cet engagement doit contribuer à la normalisation des relations migratoires, marquées depuis la victoire de la révolution [castriste, en 1959] par l'application de politiques agressives par les administrations américaines successives* », a ajouté le gouvernement cubain dans un communiqué.

La Maison Blanche a justifié cette annonce surprise par la nécessité de discrétion dans les négociations. « *Les discussions étaient très délicates. Nous ne voulions pas provoquer un exode (éxodo) de masse depuis Cuba en anticipation d'un changement de politique* », a expliqué Jeh Johnson, ministre de la sécurité intérieure, lors d'une conférence téléphonique.

**Désormais** (*de ahora en adelante*), les Cubains qui tentent d'entrer illégalement aux Etats-Unis et ne répondent pas aux critères d'assistance humanitaire « *seront expulsés* », explicite la Maison Blanche. [...]

Donald Trump, qui prendra ses fonctions le 20 janvier, a laissé planer le doute sur la position qu'il entendait adopter sur le dossier cubain. A la fin novembre, l'homme d'affaires **avait menacé** dans un tweet **de** (*amenazar con*) **mettre fin** (*poner término a*) au dégel si La Havane n'offrait pas davantage de contreparties sur les droits de l'homme ou sur l'économie de marché.

Le président élu a par ailleurs qualifié Fidel Castro, décédé le 25 novembre à 90 ans, de « *dictateur brutal qui a opprimé son peuple pendant près de six décennies* ». Des propos qui tranchaient avec ceux de Barack Obama, qui avait dit de Fidel Castro qu'il avait été une « *figure singulière* », dont « *l'histoire jugera de l'impact énorme* ».

Proceso de paz **empañado** (*manchado*) en COLOMBIA

[Actividad facultativa : traduire al français](#) el fragmento señalado en negritas en el artículo.

## Deux mois après l'accord de paix, le massacre de leaders sociaux se poursuit en Colombie

*Lemonde.fr* 31/01/2017

Dix-sept leaders d'organisations sociales ont été assassinés en Colombie depuis le 1er décembre et la ratification de l'accord de paix avec la guérilla des FARC, a annoncé lundi 30 janvier l'Unité des victimes, un organisme public, dans un communiqué. « Le pays ne peut pas permettre le massacre de leaders sociaux », a déclaré dans ce texte Alan Jara, directeur de cet organisme public chargé de venir en aide aux victimes du conflit armé colombien, qui a fait au moins 260 000 morts, plus de 60 000 disparus et 6,9 millions de déplacés depuis le début des années 1960.

Selon le communiqué, le dernier assassinat en date est survenu samedi soir à Turbo, où quatre hommes armés circulant à moto ont enlevé chez lui Porfirio Jaramillo, leader de Tierra y Paz, une organisation de restitution des terres aux déplacés par la violence. Son cadavre a été découvert le lendemain à l'aube par la police. [...]

En 2016, le bureau du haut-commissaire des Nations unies pour les droits de l'homme a répertorié 64 assassinats de leaders d'organisations sociales.

**Les FARC ont à plusieurs reprises dénoncé ces homicides, craignant que le retour à la vie civile des guérilleros ne se traduise par des violences similaires à celles qui avaient suivi un précédent processus de paix avorté, sous la présidence de Belisario Betancur en 1984. Quelque 3 000 militants du parti de gauche Union patriotique (UP), dont deux candidats à la présidence, avaient alors été tués par des milices paramilitaires d'extrême droite avec la complicité des forces armées.**

La guérilla ainsi que plusieurs organisations sociales attribuent les assassinats actuels également à des groupes paramilitaires encore actifs. Le gouvernement en rejette plutôt la responsabilité sur des gangs de narcotrafiquants formés par d'anciens miliciens, officiellement démobilisés depuis 2006.

### Corrección de la traducción inversa :

Las FARC varias veces han denunciado esos homicidios, **temiendo que** la vuelta a la vida civil de los guerrilleros **se acompañe** de // **conlleve** violencias similares a las que habían seguido el anterior proceso de paz frustrado // fracasado, bajo la presidencia de BB en mil novecientos ochenta y cuatro. Unos tres mil militantes del partido izquierdista Unión patriótica, **entre los cuales dos** candidatos a la presidencia, entonces **habían sido asesinados por** las milicias paramilitares de extrema derecha con la complicidad de las fuerzas armadas.